

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



ANALYSE DE DISCOURS COMPARÉE SUR L'IMPACT SOCIO-POLITIQUE DU PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE EN FRANCE

Major Moise Morrissette

JCSP 45

Exercice Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2019.

PCEMI 45

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2019.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 45 – PCEMI 45
MAY 2019 – MAI 2019

EXERCISE *SOLO FLIGHT* – EXERCICE *SOLO FLIGHT*

**ANALYSE DE DISCOURS COMPARÉE SUR L'IMPACT SOCIO-POLITIQUE
DU PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE EN FRANCE**

Major Moise Morrissette

“This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

Au fil des millénaires, les mouvements de population ont contribué à façonner l'image démographique actuelle de la planète. Que ce soit par désir de colonisation ou par nécessité plus fondamentale, les mouvements de masse peuvent soit s'intégrer de manière progressive et homogène dans une région donnée, soit provoquer des chamboulements majeurs de l'ordre socio-politique des sociétés d'accueil. La gestion de ces flux migratoires relève donc d'un ensemble de positions pour obtenir l'atteinte d'un équilibre adéquat à ce niveau. Les gouvernements en place jouent un grand rôle dans l'établissement de règles leur permettant de gérer leurs flux migratoires, tout en s'assurant de rencontrer les normes du droit international, les ententes régionales et les désirs de leur population.

Au sein des pays démocratiques, il s'agit alors de composer avec ces multiples points de pression provenant tant de l'interne que de l'externe qui se sont multipliés au cours des dernières décennies. Le phénomène migratoire a pris une ampleur inédite dû à des changements structurels comme la mondialisation, l'accessibilité aux moyens de transports et l'ouverture des frontières.¹ Au sein même de l'Union européenne, cette ouverture représente un défi qui cause de plus de plus de mécontentement et tend à faire ressortir des groupes voulant remettre des obstacles, ériger des murs, des frontières, et ce, afin d'avoir un meilleur contrôle sur les entrées de leur pays. Récemment, les crises migratoires qu'a connues l'Europe à la suite des Printemps arabes, et qui ont atteint leur point de culmination en 2015, ont suscité une réaction de rejet, un repli identitaire et la montée de mouvements dits anti-immigration d'extrême droite.² La France n'a

¹ United Nations, « International migration », consulté le 15 avril 2019, <https://www.un.org/en/development/desa/population/theme/international-migration/index.asp>

² A. Edo et coll., « Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right », *CESifo Group Munich*, 2018, P. 2.

certainement pas échappé à cette dynamique et continue de devoir remettre en question et faire évoluer sa politique d'immigration pour répondre à la volonté populaire de ses citoyens.

Compte tenu de ces éléments, il convient de se demander dans quelle mesure la communauté scientifique établie-t-elle une corrélation entre l'afflux massif de migrants et la fragilisation du tissu social et des institutions politiques françaises? Dans quelle mesure, cette corrélation est-elle établie par certaines voies divergentes au sein de la communauté scientifique, par certains partis politiques et par une partie de l'opinion publique française ? Enfin, dans quelle mesure cette divergence de point de vue est-elle symptomatique d'une « fracture idéologique » au sein de la société française et peut-elle devenir un enjeu de sécurité et de stabilité pour la France? L'analyse de ces questions nous démontrera qu'il existe une fracture entre l'opinion et le discours des élites académiques et les mouvements plus radicaux quant aux migrations qu'a connues la France et que ces dernières alimentent les risques pour le maintien de la stabilité de ce pays.

Pour étudier ces questions de recherche et étayer cette hypothèse de travail, cet essai sera articulé autour de quatre grandes parties. La première consistera à établir la position académique quant aux effets de l'immigration dans un contexte de cohésion sociale et de stabilité politique. Il sera ensuite question d'établir qu'elle est la position des parties de droite et des sources populaires par rapport à ce phénomène. La troisième partie évaluera la différence entre les deux discours et l'impact de cette divergence comme enjeu de sécurité et de stabilité pour la France. Finalement, la quatrième partie tentera d'établir des parallèles avec la situation actuelle au Canada.

POINT DE VUE DES ÉLITES

Les phénomènes migratoires et l'impact de ceux-ci sur la montée de mouvements sociaux ont été le sujet de plusieurs études empiriques tentant de déterminer s'il existe une corrélation entre l'immigration et le renfermement des populations, supportant donc la montée de partis politiques dits d'extrême droite. Cette partie vise donc à analyser la perception des élites politiques et universitaires quant aux impacts des migrations sur la société française et leur vision quant à l'instrumentalisation de ces politiques par les partis d'extrême-droite. Cette analyse englobe donc l'immigration, la gestion des migrations et des réfugiés dans l'enveloppe globale des politiques migratoires.

Impact sur le tissu social

Tout d'abord, un bon nombre d'articles qui concernent le sujet des migrations en France s'affairent à un retour historique sur la place des immigrants au sein de la société. Ces rappels sont faits afin d'établir que depuis la période post-coloniale, les Français ont eu tendance à maintenir une forme de supériorité par rapport aux peuples de leurs anciennes colonies, ce que Sophie Mathieu, qualifie de "nostalgie coloniale"³. En effet, il est fait mention que la fin de la guerre d'Algérie n'a pas éliminé les inégalités qui persistent et sont alors dépeint les difficultés de la France à pleinement intégrer les immigrants au sein de la société. Pour le démontrer, il est alors question d'établir à quel point les politiques migratoires étaient répressives à l'endroit des immigrants et ne permettaient pas de rencontrer les désirs de ces derniers. Catherine Quiminal fait allusion au radicalisme quant au qualificatif de certaines mesures entreprises par le gouvernement pour régulariser l'immigration.⁴ Camille Hamidi fait référence aux mêmes lois

³ Sophie Mathieu, « L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels », *Pensée plurielle* 2016/2

⁴ Catherine Quiminal, « La lente élaboration des politiques publiques en France, des premières vagues migratoires jusqu'aux années soixante », *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, no 7, 1999, P. 65

comme étant des “tentatives de restriction les plus brutales aux droits des immigrés.”⁵ Du point de vue de plusieurs auteurs, cette époque marque un profond désir d’exclure l’immigrant, sans considérations pour l’intégration au sein de la société de la majorité des étrangers qui choisiront de s’établir de manière permanente sur le sol français.⁶ Selon ces chercheurs, les migrants se heurtent aux préjugés et aux obstacles institutionnels de la société d’accueil.

L’attitude française de cette époque post-coloniale, voir même jusqu’à aujourd’hui est qualifiée par plusieurs d’un mélange de racisme et de xénophobie. Ces deux attitudes qui semblent être généralisées sont dépeintes comme étant responsables de l’incapacité des immigrants à s’intégrer et fonctionner efficacement au sein de la société, les forçant à s’établir dans les banlieues. Par exemple, il est fait mention qu’en plus des politiques contraignantes à l’entrée, l’on assiste alors à plusieurs mesures coercitives à l’endroit des immigrants de confession musulmane de la part des forces de l’ordre, pour lesquelles on accuse les autorités supérieures d’avoir fermé les yeux.⁷ Winnie Lem quant à elle attribue le regroupement dans les banlieues aux politiques françaises de l’époque qui rendaient les conditions de travail très difficiles pour ces immigrants ou Français de première génération. Étant donné leur taux de chômage élevé, la plupart dépendaient des logements de l’État qui se trouvaient en retrait des grands centres urbains, créant ainsi des quartiers où les perspectives d’emploi se faisaient de plus en plus rares, escaladant les frustrations et les troubles de l’ordre dans ces régions et amplifiant le

⁵ Camille Hamidi, Nicolas Fischer, « Les Politiques Migratoires En Europe. » *Idées Économiques Et Sociales* 189, no. 3 (2017), P. 32.

⁶ Catherine Quiminal, « Chercheurs et mouvement social: une lecture des politiques migratoires des vingt dernières années en France », *Cahiers de l’Urmis* 5/1999, P. 92

⁷ Rachida Brahim, « Nous exécutons le racisme: contrôle migratoire et approche culturaliste des crimes racistes dans la France des années 1970 », *Culture et conflits* 107, automne 2017, P. 45; Muriel Cohen, « Les circulations entre France et Algérie : un nouveau regard sur les migrants (post)coloniaux (1945-1985) », *French Politics, Culture & Society* 34, no. 2 (2016).

fossé entre les classes et les associations péjoratives face aux immigrants.⁸ Mathieu montre que ces troubles sociaux qui leur sont associés contribueraient alors au renforcement de l'idée de la différence chez le français indigène, tout en diminuant les chances d'intégration des autres.⁹

La question d'intégration est par la suite approchée et amplifiée sous le spectre de la mondialisation et l'ouverture des frontières, notamment dans l'espace Schengen qui force les pays à revoir leur politique migratoire conjointement à l'approche européenne. Il est fait mention que l'on devient alors plus spécifique par rapport au type de migration qui est voulu et que ceci s'accompagne d'attentes par rapport à la volonté des immigrants de s'intégrer au sein du tissu social français en mettant l'accent sur le manque de support de l'État pour le favoriser. Selon Mathieu, ceci "contribue notamment à penser l'intégration à partir de composantes individuelles et non comme étant la responsabilité du pays accueillant."¹⁰ Stefan Le Courant rajoute que Nicolas Sarkozy avait tenté de faire adopter cette politique de contrat d'intégration pour l'ensemble de l'Union européenne. Il s'agit alors d'établir les conditions que doivent rencontrer les immigrants pour mener à l'obtention de la citoyenneté, tout en rappelant que la route vers l'intégration passe par des conditions claires de chemin vers le statut de citoyen.¹¹

D'autres académiques cherchent à modéliser, voir mécaniser les attitudes anti-immigration et la montée du support pour les groupes d'extrêmes droite par l'utilisation d'études empiriques et de formules mathématiques. Ceci mécanise donc la relation sociale entre migrants et locaux et permet même à certains de faire des prédictions. De là émergent certaines théories qui mentionnent la présence d'une perception que l'immigrant est en compétition pour les

⁸ Winnie Lem, « Citizenship, Migration and Formations of Class in Urban France. » *Dialectical Anthropology* 37, no. 3/4 (2013), P. 453.

⁹ Sophie Mathieu, « L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels »; Danièle Lochak, « Les politiques de l'immigration au prisme de la légalisation sur les étrangers », *La Découverte*, 1997.

¹⁰ Sophie Mathieu, « L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels »

¹¹ Hugo Brady, « EU migration policy : An A-Z », *Center for European reform*, 2008, P. 17

intérêts sociaux et économiques du pays hôte,¹² et puisse être une menace à l'identité nationale.¹³

David Brady mentionne alors que cette impression de concurrence qui se crée pour des ressources jugées limitées de programmes sociaux et d'emploi, accompagnée d'un sentiment d'insécurité physique et culturelle qui se crée face à l'inconnu, propulse le sentiment anti-immigration et, par le fait même, le support pour les partis d'extrême droite.¹⁴ Plusieurs auteurs ayant étudié ces conceptions s'accordent alors pour dire que cette compétition n'existe pas et que l'immigration a un effet nul, voir même positif sur l'emploi au sein des pays d'accueils. Du point de vue social, d'autres observent même que la présence et le contact avec les immigrants permette de combler le fossé identitaire et ainsi apporter une attitude favorable face à l'autre.¹⁵

Reconnu pour ses positions défavorables envers l'extrême-droite, Jens Rydgren critique alors que ces voix dissidentes construisent une partie de leur argumentaire autour du concept d'ethno pluralisme, soit la théorie alléguant que "pour préserver les caractéristiques nationale uniques de différents peuples, ils doivent demeurer séparés; mélanger différentes ethnies ne pouvant mener qu'à l'extinction culturelle (Traduction libre)."¹⁶ Boris Podobnik détermine alors que face aux immigrants à confession musulmane, ce discours semble fonctionner chez les Français qui sont majoritairement homogènes au niveau culturel et prônent la laïcité, ce qui amplifierait le sentiment de rejet lorsque l'arrivée d'immigrant ne semble pas correspondre à la

¹² Stefan Le Courant, « Expulser et menacer d'expulsion, les deux facettes d'un même gouvernement? Les politiques de gestion de la migration irrégulière en France », *L'Année sociologique*, 2018, 68, no 1, P. 212

¹³ A. Edo et coll., « Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right », P. 5

¹⁴ David Brady et Ryan Finnigan, « Does Immigration Undermine Public Support for Social Policy? » *American Sociological Review* 79, no. 1 (2014), P. 21; Stefan Le Courant, « Expulser et menacer d'expulsion, les deux facettes d'un même gouvernement? Les politiques de gestion de la migration irrégulière en France », P. 212-213; Halla, Martin, Alexander F. Wagner, and Josef Zweimüller. « Immigration and Voting for the Far Right. » *Journal of the European Economic Association* 15, no. 6 (2017), P. 1362-1363

¹⁵ Jens Rydgren, « Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries », *European Journal of Political Research* 47, 2008, P. 739-740; M. Halla et coll., « Immigration and Voting for the Far Right. » P. 1342, 1362

¹⁶ Jens Rydgren, « Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries », P. 745.

capacité du pays de les intégrer.¹⁷ Selon Gilles Frigoli, en France, la seule présence du Musulman qui pratique ouvertement sa culture et sa foi créé un malaise identitaire, ce qui se traduit en support pour l'extrême droite.¹⁸ De manière générale, Martin Halla évoque que le même phénomène s'observe au niveau économique lorsqu'il y a une perception que le marché du travail n'est pas en mesure d'absorber l'immigration non qualifiée.¹⁹

Bref, au niveau social, si les élites ne nient pas forcément l'existence de fractures sociales associées à l'immigration en France, une majorité d'entre eux estime que le problème émane avant tout des préjugés anti-migrants des Français. Il est donc question des politiques migratoires défavorables, de l'incapacité à favoriser l'intégration des diverses ethnies, d'une mauvaise gestion économique et d'une attitude colonialiste du peuple français envers des peuples qui sont encore vus comme étant des humains de second ordre. De sorte que les élites universitaires ont tendance à dépeindre un portrait des Français comme étant xénophobes, voir racistes et mal outillés pour accueillir des immigrants.²⁰ Selon eux, cette attitude favorise la montée des partis d'extrême droite qui capitalisent sur les problèmes que connaît la France en les associant à l'immigration. Dans le discours de la classe des élites, ces éléments constituent donc la base expliquant certaines attitudes négatives face à l'immigration qui continuent d'affecter l'unité sociale de la France.

Impact sur les institutions politiques

¹⁷ Boris Podobnik et coll., « Predicting the Rise of EU Right-Wing populism in response to unbalanced immigration », *Complexity*, 2017, P. 2-3, 9.

¹⁸ Gilles Frigoli, Gilles Ivaldi, « L'extrême droite et l'islam: fractures idéologiques et stratégies électorales », *Hommes et migration* 1316, 2017.

¹⁹ Martin Halla, Alexander F. Wagner, Josef Zweimuller, « Immigration and voting for the far right », P. 1382

²⁰ Michel Wieviorka, « Racisme, racialisation et ethnicisation en France », *Hommes et migrations*, 1195, février 1996, P. 27-33; Catherine Quiminal, « Chercheurs et mouvement social: une lecture des politiques migratoires des vingt dernières années en France », P. 88; Sophie Mathieu, « L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels ».

Ensuite, il est question d'évaluer la vision académique de l'impact migratoire sur les institutions politiques de la France. Selon la définition sociale de Durkheim, les institutions se définissent comme étant "toutes les croyances et tous les modes de conduite institués par la communauté."²¹ Il s'agit donc d'une conception intangible, d'une idée, mais largement reconnue et acceptée comme réelle. D'un point de vue politique, il est entre-autre question de plusieurs éléments constitutifs formant les piliers normatifs de la société, dont un parlement, un président et l'ensemble des postes, des coutumes et des règles qui régissent le fonctionnement bureaucratique de l'État.²²

À ce titre, les chercheurs universitaires ont tendance à exprimer des doutes et des inquiétudes quant aux pratiques qui sont jugées comme étant contraires aux principes démocratiques qui régissent les pays occidentaux, aux valeurs qui sont chères au peuple français et qui semblent contourner certaines ententes régionales, notamment au sein de l'Union européenne. Ils sont d'autant plus exigeants à l'endroit des Français qui tentent de projeter un idéal pour la défense des droits humains à l'échelle globale. Il semble donc qu'un filtre idéologique soit apposé par ceux qui font l'analyse des politiques françaises, dont en ce qui a trait à leur positionnement face à la question migratoire.²³ Les multiples politiques qualifiées de répressives et de contreproductives à l'endroit de l'immigration auxquelles il a été allusion dans la partie précédente semblent alors confrontées à la question des valeurs démocratiques et à l'état de droit.²⁴ En référence à ces politiques, Wieviorka mentionne alors que "la France vit une

²¹ Thierry Baudassé, Rémi Bazillier et Isabelle Rabaud, « Introduction : Quels liens entre migrations et institutions? », *Mondes en développement*, 2018/4, no 184, P. 8.

²² Delphine Dulong, « Sociologie Des Institutions Politiques », *La Découverte*, 2012, P. 3

²³ France Diplomatie, « Droits de l'homme », consulté le 29 avril 2019, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/>

²⁴ Sophie Mathieu, « L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels »; Joao Carvalho, « The Impact of Extreme-Right Parties on Immigration Policy in Italy and France in the Early 2000s. » *Comparative European Politics* 14, no. 5 (2016), P. 665; Farida Souiah, « Les Politiques Migratoires Restrictives : Une Fabrique De Harraga. » *Hommes & Migrations* no. 1304 (2013), P. 97-98; Flore Gubert, « (in)Cohérence Des

disjonction croissante entre son modèle d'intégration républicaine et sa réalité sociale."²⁵ Le discours quant aux crises migratoires qui se sont succédées aux suites du Printemps arabe de 2011 amplifient d'ailleurs les critiques face aux réactions de la France qui sont jugées comme fleuretant avec les politiques des parties d'extrême-droite. Abdennour Banantar accuse d'ailleurs les politiques européennes de "préférer la stabilité et la sécurité à la démocratie."²⁶

L'afflux massif de migrants depuis 2015 et les attaques terroristes sur le sol français sont également vus comme les déclencheurs d'une remise en question de l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen et de la capacité des pays situés sur les frontières de l'UE, tels la Grèce, l'Italie, la Hongrie et la Slovénie, à proprement gérer ces arrivées. Il est également question de la redistribution inéquitable de ces réfugiés qui cause des tensions internes et place les enjeux de sécurité à l'avant plan.²⁷ À cet effet, Andreea Nicolescu qui a étudié les différentes publications concernant la relation entre la sécurité européenne et cette crise migratoire mentionne alors que plusieurs auteurs font état d'un lien de causalité entre cette arrivée massive de migrants et la perpétration des crimes terroristes au sein de l'espace Schengen. Malgré ceci, ses recommandations demeurent au niveau de l'augmentation de la collaboration entre les pays de l'Union européenne dans une perspective de sécurité.²⁸ Il n'est donc pas question de fermer les frontières, mais d'un travail plus robuste en amont.

Il apparait alors que, selon les chercheurs, si les migrations ont un impact négatif sur les institutions politiques, il s'agit surtout d'un impact indirect découlant de la montée des

Politiques Migratoires Et De Codéveloppement Françaises : Illustrations Maliennes. » *Politique Africaine* 109, no. 1 (2008), P. 48.

²⁵ Michel Wieviorka, « Racisme, racialisation et ethnicisation en France », P. 32.

²⁶ Abdennour Banantar, « Implications du printemps arabe sur la sécurité en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, 89, 2015, P. 1

²⁷ Catherine Wihtol de Wenden, « Une Nouvelle Donne Migratoire. » *Politique Étrangère Aune*, no. 3 (2015), P. 97-99.

²⁸ Andreea Florentina Nicolescu, « Current Challenges of the European Security Caused by the Refugee Crisis. the EU's Fight Against Terrorism. » *CES Working Papers* 9, no. 3 (2017), P. 175.

mouvements d'extrême-droite. Plusieurs auteurs s'affairent alors à étudier la relation entre les migrations et l'augmentation du vote pour ces partis. Dans un sens politique, ces mouvements d'extrême droite sont caractérisés par le rejet des idées libérales et des organisations supranationales, telle l'Union européenne. Il y a donc une crainte que ceux-ci prennent assez d'importance pour légiférer ou influencer sur ces questions, ce qui pourrait mener à des mesures de renfermement, telles qu'observées en Angleterre avec le Brexit.²⁹

Une partie de la littérature porte sur la sécurisation de l'immigrant musulman c'est-à-dire sa construction discursive comme un enjeu de sécurité. Celui-ci est devenu la cible de ceux qui l'accuse des multiples attentats proférés par des islamistes depuis les années 1990. Selon Gilles Frigoli, le Front National s'est servi cette association, voir interchangeabilité populaire de l'Islam et l'Islamisme, l'un comme religion et l'autre en tant qu'idéologie extrémiste, pour la récupérer à des fins politiques pour supporter leur idéologie.³⁰

Il ressort donc de la recherche académique sur ce sujet que les éléments de contention du peuple Français à l'endroit des étrangers exercent une pression sur les institutions politiques françaises qui doivent trouver un équilibre entre les désirs de sa population, ce qu'il veut projeter, ses obligations envers les ententes européennes qu'elle a ratifiées et le droit international. La légitimité populaire de ces institutions est également remise en question, par rejet de ce qu'elles représentent, par leur élitisme et la distance idéologique perçue par le peuple de ces élites. Ce rejet peut alors se traduire de plusieurs manières, dont démocratiquement par le support à des voies plus populaires et nationalistes.³¹ Les académiques observent donc la montée

²⁹ Lewis Davis and Sumit S. Deole. « Immigration and the Rise of Far-Right Parties in Europe. » *DICE Report* 15, no. 4 (2017), P. 15; A. Edo et coll., « Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right », P. 5-6

³⁰ Gilles Frigoli, Gilles Ivaldi, « L'extrême droite et l'islam: fractures idéologiques et stratégies électorales », P. 31-32

³¹ Delphine Dulong, « Les institutions politiques », *Politika*, consulté le 25 avril 2019, <https://www.politika.io/fr/notice/institutions-politiques>

de l'extrême droite et anticipent la menace potentielle que celle-ci représente pour les institutions politiques.

Bref, du point de vue académique les problèmes associés à la migration sont principalement de nature culturelle. Les rappels de l'histoire récente de la France tentent de démontrer qu'il existe encore une relation de dominants/dominés entre les Français de souche et les immigrants et que les politiques de gestion de ces derniers ont été contre-productives quant à leur intégration. Les événements relatifs à la sécurité sont également étudiés sous le prisme du support que ceux-ci procurent aux mouvements de l'extrême droite. Il semble y avoir une appréhension que les troubles sociaux qui sont attribués aux immigrants augmentent le support pour ces formations politiques et que celles-ci prennent des mesures allant à l'encontre de la vision libérale démocratique française.

POINT DE VUE DES VOIX DISSIDENTES

Dans l'histoire française récente, les immigrants se sont retrouvés malgré eux au centre du débat public. Plusieurs mouvements ont alors remis en question le statut quo présenté par l'élite républicaine et ciblé directement les politiques d'ouverture qui y sont associées. Cette partie vise donc à étudier ce côté du discours, qui est la base principale des partis d'extrême droite et des voies dissidentes en France. Ainsi, cette analyse permettra de comparer l'ampleur des divergences entre les deux visions.

Impact sur le tissu social

D'un point de vue de l'impact des migrations sur le tissu social, il incombe de mentionner l'absence de littérature, surtout française en lien avec les migrations autres que des pays à confession majoritairement musulmane, soit de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Nathasha Lillo, propose alors que ceci pourrait être dû à une meilleure intégration des immigrants

d'origine européenne et à la difficulté à recenser les mouvements internes à l'espace Schengen.³² Ceci semble alors suggérer que la majeure partie des tensions en Europe soit liée à l'intégration des Musulmans en France, constat que font également les partis d'extrême droite et les voies anti-immigration. Le débat migratoire mené par ces derniers au cours des dernières années, voir décennies, touche alors majoritairement cette classe spécifique de migrants. Le Musulman, perçu comme un envahisseur,³³ est donc la cible principale d'un argument central voulant que celui-ci ne soit pas culturellement assimilable dû aux divergences trop importantes qui le caractérisent et soit ainsi la source d'une instabilité, d'une menace pour l'identité française.

Certains, comme Pierre Lellouche, usent de nuances pour établir cette même crainte envers l'instabilité apportée par l'immigration musulmane. Ce dernier, en particulier, accuse alors les élites françaises et les intellectuels de refuser de reconnaître le problème de l'immigration massive de Musulmans qui se fondent à l'Islamisme par peur de représailles et par aveuglement volontaire.³⁴ «Ce lien, jugé indicible entre immigration, islam et terrorisme djihadiste, restera donc non-dit.»³⁵ Gilles Kepel parle dans ce cas d'un «malaise français et de l'incapacité des élites politiques et économiques à avoir prise sur les transformations de la société.»³⁶ Jacques Guillemain rajoute en disant que «Macron [le Président français] refuse

³² Natacha Lillo, « L'Immigration Européenne En France, Angle Mort De La Recherche. » In , 85: *La Découverte*, 2014, P. 85

³³ Maria do Céu Pinto Arena, « Islamic Terrorism in the West and International Migrations: The Far or Near Enemy Within? What is the evidence », *EUI working papers*, No 28, Robert Schuman Center for advanced studies publishing, Italy, 2017, P. 1

³⁴ Pierre Lellouche, *Une guerre sans fin*, (Paris : Les Éditions du Cerf, 2017), P. 23, 50.

³⁵ Ibid, P. 23.

³⁶ Gilles Kepel et Antoine Jardin. *Terreur Dans l'Hexagone: Genèse Du Jihad Français*. (Paris: Gallimard, 2015), P. 16

d'admettre que le multiculturalisme est le tremplin inespéré pour les islamistes qui mènent leur jihad silencieux au nom de la tolérance religieuse.”³⁷

Ce thème est d'autant plus d'actualité avec la crise migratoire de 2015 et la multiplication des attentats terroristes sur le sol Français depuis cette même année, dont certains ont été perpétrés par des jeunes Français et Européens issus de l'immigration. Ainsi, en y faisant références, Lellouche avance que la France, par son immigration islamique abondante et son manque de contrôle sur cette religion, est devenue un terreau fertile pour le recrutement des jeunes par les Djihadistes qui seront prêts à se sacrifier pour combattre les Français non musulmans.³⁸ Ce thème voulant que plusieurs soient alors en quête d'identité et deviennent des proies faciles pour l'islamisme radical qui leur offre l'encadrement communautaire recherché est d'une certaine façon normalisé par Wieviorka qui avance que “la formation d'identités culturelles ou raciales peut en effet aussi être un point de départ ou un passage obligé pour des acteurs dépourvus sinon de repères et de ressources; elle peut leur apporter l'autonomie collective évitant l'aliénation.”³⁹ Donc, selon Kepel, à défaut d'être en mesure de s'intégrer au tissu social, les jeunes Musulmans deviennent facilement influençables et, étant donné la nature de leur religion, peuvent être islamisés et participer à l'“Appel à la Résistance islamique mondiale.”⁴⁰

Selon ces mêmes auteurs, le Musulman présente une menace qui va au-delà du risque de sécurité physique lié à sa propension islamiste puisque sa culture et surtout sa pratique, voir son

³⁷ Jacques Guillemain, « Macron rien pour les Gilets Jaunes des milliards pour les migrants », *Riposte Laïque*, consulté le 2 mai 2019, <https://ripostelaique.com/macron-rien-pour-les-gilets-jaunes-des-milliards-pour-les-migrants.html>

³⁸ Pierre Lellouche, *Une guerre sans fin*, P. 47

³⁹ Michel Wieviorka, « Racisme, racialisation et ethnicisation en France », P. 33.

⁴⁰ Mustapha Sitt Mariam Nassar (al-Souri), mentionné par Gilles Kepel, *Terreur Et Martyre: Relever Le Défi De Civilisation*. (Paris: Flammarion, 2008), P. 129

imposition dans l'espace public apporte une menace à la laïcité aux coutumes de la France.⁴¹ Le malaise créé par les tenues vestimentaires de la femme musulmane, par exemple, est depuis plusieurs années le sujet de plusieurs débats publics.⁴² On y perçoit un affront contre les valeurs françaises, ce que Marine Le Pen qualifie d'attaque à "l'âme de la France."⁴³ Giulio Meotti, blogueur du groupe Résistance Républicaine, va plus loin et accuse l'ensemble des gouvernements de permettre l'imposition des valeurs islamique et de les élever au-dessus des traditions de l'héritage judéo-chrétien. Selon lui, la lassitude publique face aux requêtes des musulmans enlève toute l'identité du peuple.⁴⁴

D'un point de vue social, on observe donc la présence d'une prise de position anti-immigration par les voies nationalistes et d'extrême droite, supportée par un discours de protection identitaire et de laïcité. Les Musulmans sont alors la cible des prises de position les plus sévères de ceux qui veulent empêcher ce qu'ils jugent comme étant une extermination ethnique, voir un génocide culturel des Français.⁴⁵ Ayant comme point de référence les troubles sociaux des banlieues et les attaques terroristes en France, le discours voulant que l'immigrant apparaisse comme une menace pour le Français de souche gagne du terrain sur l'électorat français et par conséquent, au sein du discours public.

Impact sur les institutions politiques

⁴¹ Pierre Lellouche, *Une guerre sans fin*, P. 72, 258

⁴² Jérémy Robine, « La Polémique Sur Le Voile Intégral Et Le Débat Sur l'Identité Nationale : Une Question Géopolitique. » *Hérodote* 136, no. 1 (2010), P. 42; Aurélien Marq, « Le Hijab, la French liberté des femmes d'Étam », *Causeur*, modifié le 15 mars 2019, <https://www.causeur.fr/hijab-etam-french-liberte-femmes-pied-159848>

⁴³ AFP, « Burkini: pour Marine Le Pen, "c'est de l'âme de la France dont il est question" », *Le Point*, consulté le 2 mai 2019, https://www.lepoint.fr/politique/burkini-pour-marine-le-pen-c-est-de-l-ame-de-la-france-dont-il-est-question-17-08-2016-2061955_20.php;

⁴⁴ Giulio Meotti, « Les dirigeants européens complices de l'imposition de l'islam aux peuples d'Europe : la preuve », *Résistance Républicaine*, consulté le 2 mai 2019, <http://resistancerepublicaine.eu/2017/01/03/les-dirigeants-europeens-complices-de-limposition-de-lislam-aux-peuples-deurope-la-preuve/>

⁴⁵ Florian Faisceau, « Un mal français : sa pseudo élite », *Militant No 713*, modifié le 28 mars 2019, <http://www.revue-militant.fr/revue/militant-n-713-un-mal-francais-sa-pseudo-elite.html>; Jacques Guillemain, « Macron rien pour les Gilets Jaunes des milliards pour les migrants », *Riposte laïque*, consulté le 2 mai 2019, <https://ripostelaique.com/macron-rien-pour-les-gilets-jaunes-des-milliards-pour-les-migrants.html>

Ensuite, il est question d'analyser le discours qui émane des voies nationalistes et populaires quant à l'impact migratoire sur les institutions politiques de la France. Ce point de vue est moins explicite dans la littérature et les allocutions publiques de ces groupes puisqu'il semble être moins populaire au sein de l'électorat. En fait, il est davantage question d'être critique envers les politiques qui facilitent l'immigration qu'envers l'effet pervers que pourraient avoir les migrations sur celles-ci. En effet, la nature même de ces groupes les pousse vers des politiques d'exclusion des organisations supranationales, dont l'ONU, l'UE et de renfermement envers la globalisation et tout ce qui s'y rattache.⁴⁶ Néanmoins, il est possible de retirer quelques éléments qui sont sous-entendus ou discutés au passage par ces voix dissidentes, notamment en ce qui touche la question de laïcité de l'espace politique.

Connaissant une pleine ascension dans les sondages populaires en France en vue de l'élection européenne⁴⁷, le Rassemblement National, dirigée par Marine Le Pen et précédemment connu en tant que Front National, se proclame comme étant le porte étendard de la culture et du Français de souche. Ce parti politique, reconnu comme d'extrême-droite, construit donc son argumentation autour des élites européennes et nationales qui seraient déconnectées du peuple sur la question migratoire et du multiculturalisme. Ces derniers sont accusés de laisser place à l'imposition de la culture et du mode de vie des immigrés qui s'opposent aux institutions politiques françaises qui elles, prônent la sécularité. Selon Le Pen, ces derniers "ont recréé leur communauté d'origine et vivent sur le sol français dans une langue, selon des mœurs et des lois,

⁴⁶ Eric Domard, « Ce que veulent imposer aux peuples européens l'ONU et l'UE », Rassemblement National, modifié le 22 juin 2018, <https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/migrations-ce-que-veulent-imposer-aux-peuples-europeens-lonu-et-lue/>

⁴⁷ France Info, « Élections européennes : le Rassemblement national passe en tête devant En Marche », France Info, consulté le 2 mai 2019, https://www.francetvinfo.fr/politique/la-republique-en-marche/elections-europeennes-le-rassemblement-national-passe-en-tete-devant-en-marche-selon-un-sondage_3414695.html

qui ne sont pas de France.”⁴⁸ Lellouche reprend ce thème et indique alors que le Musulman, “au lieu de chercher à s’assimiler, impose mécaniquement peu à peu sa culture et ses pratiques, remettant ainsi en cause l’identité et les valeurs qui ont fait la France.”⁴⁹ Ceci est supporté par des sondages présentés sur certains sites d’extrême droite qui indiquent d’ailleurs qu’une proportion importante de Musulmans préfère la Charia aux lois de la République.⁵⁰

Tant les sorties publiques des voix dissidentes que le plan politique du Rassemblement National arrivent donc à la conclusion que l’Islam n’est tout simplement “incompatible avec la République.”⁵¹ Selon Éric Zemmour, journaliste reconnu par ses positions provocatrices sur la question de l’Islam, ceci est dû au fait que “l’Islam est un régime juridique, est un droit et est une Nation, est une civilisation.”⁵² Quant à la possibilité de les assimiler, Zemmour rajoute que leur nombre est trop important pour l’envisager. “Or nous avons fait venir un peuple entier, qui se considère désormais comme un peuple en soi et veut pérenniser son être sur le sol français.”⁵³ Il y a donc lieu de réformer la place qu’occupe l’Islam et c’est ce que s’engage à faire le parti de Le Pen, qui, sous la forme d’engagements précis visant à redonner le pouvoir aux Français, consacre

⁴⁸ Éditorial, « Pour Marine Le Pen, l’immigration a engendré une perspective de guerre civile », *Europe 1*, consulté le 3 mai 2019, <https://www.europe1.fr/politique/pour-le-pen-limmigration-a-engendre-une-perspective-de-guerre-civile-3002081>

⁴⁹ Pierre Lellouche, *Une guerre sans fin*, P. 89

⁵⁰ Éditorial, « Musulmans de France : pour 29% des sondés la charia est plus importante que la loi de la République », *BMFTV*, modifié le 18 sept 2016, <https://www.bfmtv.com/societe/islam-francais-un-rapport-accablant-1038242.html>; Christine Tassin, « Jordan Bardella a raison contre Sud-Ouest, 1/3 des Musulmans sont favorables à l’application de la Charia », *Résistance Républicaine*, modifié le 3 mai 2019, <http://resistancerepublicaine.eu/2019/05/03/jordan-bardella-a-raison-contre-sud-ouest-1-3-des-musulmans-sont-favorables-a-lapplication-de-la-charia/>

⁵¹ Éditorial, « L’Islam est incompatible avec la République selon Villiers », *Le Figaro*, modifié le 13 octobre 2016, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/10/13/97001-20161013FILWWW00384-l-islam-est-incompatible-avec-la-republique-selon-de-villiers.php>; Paul Turbier, « L’Islam n’est pas compatible avec nos lois et nos mœurs », *Les 4 vérités*, modifié le 20 février 2018 <https://www.les4verites.com/politique/lislam-nest-compatible-nos-lois-nos-moeurs>; Éditorial, « L’Islam est incompatible avec la République », *Adoxa*, modifié le 22 janvier 2019, <http://www.adoxa.info/lislam-est-incompatible-avec-la-republique#>

⁵² « Zemmour : l’Islam est incompatible avec la France », vidéo sur YouTube, 2:03, publié par Christian Scherer, 2 novembre 2016, https://www.youtube.com/watch?v=MHiW_9PjS_g.

⁵³ Éric Zemmour, cité par Éditorial, « Zemmour: « Entre la France et l’islam, les musulmans doivent choisir » », *Causeur*, modifié le 17 janvier 2017, <https://www.causeur.fr/eric-zemmour-islam-immigration-quinquennat-140443>

une grande partie de son projet politique sur la prise de mesures qui verront à assurer un plus grand contrôle de l'immigration, de la citoyenneté et des mouvements djihadistes.⁵⁴ Il y a donc une reprise des termes abordés par les auteurs cités précédemment, pour les rassembler dans une vision politique pour la France.

Du point de vu présenté dans cette partie, la question de l'impact migratoire sur les institutions politiques est intimement liée à la place qu'occupe l'Islam dans l'espace public. Il y a une crainte d'envahissement qui en viendrait à modifier, voir anéantir la sécularité de ces institutions, vue comme étant un pilier principal de la République et, par extension, de la démocratie.

On assiste donc à un phénomène de sécurisation de l'immigration, pour lequel l'immigrant devient un enjeu de sécurité nationale, tant physique, économique, politique et identitaire.⁵⁵ En 2015, les attaques sur le sol Français et la crise migratoire ont propulsé ce débat à l'avant plan du discours des partis d'extrême-droite et des mouvements populistes qui ont grandement bénéficié de leurs positions anti-immigration et islamophobes. En effet, ceux-ci attribuent alors aux Musulmans et à la pratique de leur religion dans l'espace public une menace qui affecte l'essence même de la Nation française. Ces voix dissidentes, dont le discours paraît de plus en plus crédible auprès de la population, s'opposent donc aux élites qui semblent s'être complètement déconnectées du peuple quant à la question identitaire.⁵⁶

COMPARAISON ET ANALYSE

⁵⁴ Marine Le Pen, « 144 engagements présidentiels », consulté le 2 mai 2019, <https://rassemblementnational.fr/pdf/144-engagements.pdf>; Lizzie Dierden, « Le Pen Vows to Suspend Immigration to 'Protect France' as Election Looms ». London (UK): *Independent Digital News & Media*, 2017

⁵⁵ Paul Roe, « Societal Security », *Contemporary security studies* Fourth edition, *Oxford University Press*, 2016, P. 220; Maria do Céu Pinto Arena, « Islamic Terrorism in the West and International Migrations: The Far or Near Enemy Within? What is the evidence », P. 4

⁵⁶ Pierre Lellouche, *Une guerre sans fin*, P. 71

L'analyse des discours en partie 1 et 2, nous permet d'observer la présence d'une fracture idéologique quant à l'impact de l'immigration sur le tissu social et politique de la France. D'une part, on note la présence d'un problème d'intégration et de politiques au sein de l'Union européenne pour assurer la stabilité et la sécurité de l'espace Schengen, dont la France fait partie, d'autre part on pointe l'immigré du doigt pour les problèmes sociaux que connaît la France. Il y a donc une polarisation du discours, opposant les élites au peuple français. La perspective populiste de ces derniers est que les élites sont déconnectées de la réalité et que ceux-ci ne sont pas en mesure de maintenir un niveau de sécurité global adéquat de leur population, voir même de reconnaître qu'il existe un problème fondamental au sein de la société. Ceci favorise alors la montée des mouvements nationalistes et d'extrême-droite qui capitalisent sur la peur engendrée par cette perception d'insécurité pour apparaître comme étant les sauveurs de la nation française en s'imposant comme représentants du peuple face aux élites.⁵⁷

Historiquement, comme ce fut le cas durant l'affaire Dreyfus⁵⁸ ou durant les grandes manifestations de 1934⁵⁹, ce type de réflexion idéologique s'accompagne généralement d'une polarisation de la société française et d'une remise en cause du processus républicain et des institutions publiques sur lesquelles il repose. « Depuis la fin des années 1990, la France est marquée par une inflexion des politiques et des discours concernant l'immigration, reflétant une contradiction inhérente au néolibéralisme. »⁶⁰ La montée du populisme, bien que représentant la volonté populaire, vient une fois de plus remettre en question l'adhérence aux lois et aux normes tant locales qu'internationales. Les discours et promesses qui font de plus en plus d'adeptes ne

⁵⁷ Claudia Postelnicescu, « Europe's New Identity: The Refugee Crisis and the Rise of Nationalism. » *Europe's Journal of Psychology* 12, no. 2 (2016)

⁵⁸ Pierre Miquel, « L'Affaire Dreyfus. » 11e éd. ed. *Presses Universitaires de France*, 2016, P. 6-7

⁵⁹ Mathias Bernard, « L'Antiparlementarisme De Droite Dans La France Des Années 1930. » *Parlement[s]*, *Revue d'Histoire Politique* n° HS 9, no. 3 (2013), P. 100

⁶⁰ Albena Tcholakova et Serge Weber. « Migrants Et Réfugiés : Éléments De Discussion Pour Une Typologie. » In , 29: *La Découverte*, 2014, P. 29

sont souvent pas soumises aux vérifications qui incombent et cachent des effets secondaires et tertiaires qu'il n'est pas entièrement possible d'évaluer.⁶¹ Martin Halla abonde en ce sens, précisant que "l'histoire nous démontre que la montée des parties extrêmes au sein d'un environnement démocratique peut placer la démocratie même à risque."⁶²

La promesse d'un recentrement sur soi, d'un renfermement des frontières pour ne pas dépendre de l'autre attire de plus en plus de fidèles qui sont prêts à rejeter les normes sur lesquelles reposent les institutions républicaines. Les sommets récents dans les intentions de vote pour le Rassemblement National depuis la crise migratoire de 2015, le mouvement incontrôlable des Gilets Jaunes et tous les autres groupes nationalistes qui font surface en France démontrent à quel point une volonté de changement drastique est désirée et perçue comme étant nécessaire. La France est en crise identitaire contre ses élites et le remède passe par des mouvements démocratiques protestataires d'envergure.

Devant ce constat, des questions fondamentales ont lieu de se poser chez les élites afin d'adresser cette crise idéologique. Ce fossé grandissant qui fait paraître ces derniers comme étant complètement déconnectés de la réalité, ce que Coralie Delaume appelle la "sécession des élites"⁶³, ne fait que réaffirmer et conférer de la légitimité aux voix dissidentes. Il convient alors reconnaître l'existence d'un problème d'intégration de l'immigration en France et d'en adresser la source au lieu de gérer les conséquences qui pourraient venir à bout de la démocratie libérale et ébranler sérieusement la stabilité occidentale en menaçant l'intégrité de l'Union européenne.

LEÇONS À TIRER POUR LE CANADA

⁶¹ Daphne Halikiopoulou et Tim Vlandas, « What is new and what is nationalist about Europe's new nationalism? Explaining the rise of the far right in Europe », *Nations and Nationalism* 25, 2019, P. 412

⁶² Martin Halla, Alexander F. Wagner, and Josef Zweimüller. « Immigration and Voting for the Far Right. », P. 1342

⁶³ Éditorial, « La sécession des « élites » ou comment la démocratie est en train d'être abolie, par Coralie Delaume », *Les Crises*, modifié le 29 novembre 2018, <https://www.les-crises.fr/la-secession-des-elites-ou-comment-la-democratie-est-en-train-detre-abolie-par-coralie-delaume/>

Le Canada n'est pas à l'abri de ces mouvements contestataires, comme l'observe Barbara Perry. Cette dernière rapporte qu'il y aurait environ 300 groupes qui partagent des idéologies se rapportant à l'extrême-droite, dont la majorité s'oppose à l'immigration et au multiculturalisme.⁶⁴ Des groupes tels La Meute, Soldiers of Odin et III% pour ne nommer que ceux-là, se dépeignent souvent en surface comme des groupes communautaires voulant protéger les Canadiens, mais dont les propos et les actions incitent au racisme, à la xénophobie et même à la violence envers les ethnies.⁶⁵ C'est dans ces groupes qu'évoluent et se radicalisent des individus qui en viennent à conduire des crimes haineux, telle l'attaque de la grande mosquée de Québec en 2017.⁶⁶

Cependant, la composition du tissu social est différente de celle de la France du fait de son hétérogénéité, de son histoire et de la distance le séparant des pays vivant des crises d'instabilités. De ce fait, le Canada n'est donc pas le premier pays à subir les vagues migratoires et lui permet d'adopter une politique d'immigration plus sélective. En contrôlant le rythme des entrées, il peut assurer une meilleure intégration des immigrants au sein de la société. Ceci n'empêche pas des individus ou des groupes de s'abreuver du contenu qu'ils trouvent en ligne et d'adopter des positions profondément xénophobes, mais pour l'instant leur ampleur ne connaît pas celles qui sont observées en France.

⁶⁴ Alex Boutillier, « Researchers to probe Canada's evolving far right movements », *The Star*, modifié le 6 mars 2019, <https://www.thestar.com/politics/federal/2019/03/06/researchers-to-probe-canadas-evolving-far-right-movements.html>

⁶⁵ Justin Briand, « Quelle est l'ampleur de La Meute dans notre société? », *L'Eulalien*, modifié le 26 février 2019, <http://cybersavoir.csdm.qc.ca/mediacomeulalie/2019/02/26/quelle-est-lampleur-de-la-meute-dans-notre-societe/>; Alexa Maclean, « Canadian anti-hate network tracking hate group in Halifax », *Global News*, modifié le 7 avril 2017, <https://globalnews.ca/news/5134538/canadian-anti-hate-network-halifax-northern-guard/>; Kristy Hutter, « Three percenters are Canada's most dangerous extremist group, say some experts », *CBC*, modifié le 10 mai 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/three-percenters-canada-1.4647199>

⁶⁶ Éditorial, « Voici ce que l'on sait sur le suspect de la tuerie de la mosquée : Alexandre Bissonnette », *Le Journal de Québec*, modifié le 30 janvier 2017, <https://www.journaldequebec.com/2017/01/30/voici-ce-que-lon-sait-sur-le-suspect-de-la-tuerie-de-la-mosquee>

Pour maintenir ces discours en marge de la société, il incombe alors de ne pas tomber dans le communautarisme ethno-religieux et le repli identitaire. Tel qu'observé en France, les populations à travers le monde semblent pencher de plus en plus pour des formations politiques qui leurs parlent. Les dirigeants politiques Canadiens doivent donc s'assurer de ne pas paraître s'élever au-dessus du peuple et des lois, tout en démontrant qu'ils maintiennent le contrôle sur les politiques publiques. Il s'agit alors de trouver un équilibre entre la divulgation transparente du bien-fondé de leurs politiques d'ouverture internationales et du maintien des éléments de sécurité qui doivent demeurer confidentiels.

Ceci étant dit, la stabilité relative dont le Canada jouit au moment présent ne doit pas être prise pour acquis. L'histoire de la France peut nous enseigner que la patience et les gains, aussi infimes soient-ils, des mouvements contestataires peuvent ébranler cette lassitude politique à long terme. Il convient donc de creuser les causes profondes du problème de retranchement intellectuel des masses qui les poussent vers la radicalisation.

CONCLUSION

En conclusion, le présent travail avait comme mandat d'analyser le discours des élites et celui des voix dissidentes quant à la question de l'impact de l'immigration sur le tissu social et sur les institutions politiques en France. Ainsi, la comparaison des deux analyses a permis de déceler la présence d'une fracture idéologique sur cette même question et d'anticiper un risque pour la stabilité et la sécurité de ce pays. L'analyse est clôturée par une partie consacrée à l'examen des parallèles avec la situation présente au Canada, afin d'anticiper les mêmes défis auxquels la France doit faire face.

Tout d'abord, il a été question de faire l'analyse du discours des élites quant à l'effet des migrations sur le tissu social et les institutions politiques de la France. De ce point de vue, les

problèmes qui sont associés aux migrations trouvent leurs origines dans l'attitude colonialiste française envers les immigrants. Ce rapport de force exercé par des politiques migratoires teintées de xénophobie, et même de racisme à l'endroit des immigrants, serait ce qui a nui à leur intégration au sein du tissu social. Ces attitudes nourriraient alors la propension des Français pour des positions d'extrême-droite, qui elles sont néfastes pour la stabilité des institutions politiques du pays. Bref, de ce point de vue, il semble que les problèmes émanent du Français de souche qui n'est pas en mesure d'accepter la présence de l'immigrant dans son pays.

Ensuite, l'analyse du discours des voix dissidentes et d'extrême-droite permet de faire apparaître une perspective diamétralement opposée sur le phénomène migratoire et ses implications socio-politiques. De leur point de vue, l'immigration massive de Musulmans, facilité par un vide politique et le manque de contrôle au sein de l'espace Schengen, serait la cause principale des problèmes d'intégration et de sécurité en France. L'Islam est alors associé à une menace identitaire, soit par sa pratique et son imposition sur la place publique; une menace à la sécurité, d'abord par les troubles de la paix dans les banlieues et ensuite par la perception du rapprochement de la religion avec les idéologies islamiques radicales; et finalement à une menace politique, puisqu'elle est perçue comme contestant la laïcité des institutions politiques du pays et n'étant pas compatible avec la démocratie. Bref, les auteurs analysés dans cette partie pointent du doigt les Musulmans qui ne peuvent s'assimiler et supporter les valeurs de la République, ainsi que les élites qui souffriraient d'aveuglement volontaire sur ces questions.

En troisième partie, il a été question de reprendre les résultats des deux premières pour identifier la présence d'un fossé idéologique quant à la question migratoire. Cette dichotomie même du discours propulse les partis d'extrême-droite qui, au fil des années, ont été en mesure de se montrer crédibles auprès du peuple Français quant à la déconnection des élites sur la

question migratoire. Ainsi, ces mouvements nationalistes seraient ce qui pourrait être la source d'instabilité non seulement pour la France, mais également pour l'ensemble de l'Union européenne et des ententes internationales dont elle fait partie.

Enfin, les parallèles dressés entre la situation française et le Canada ont permis de conclure que ce dernier ne doit pas baisser la garde sur les groupes dissidents et que les élites se doivent de paraître connectées sur le peuple quant aux questions d'immigration et d'intégration. Le Canada n'est pas à l'abri des mouvements contestataires et des risques de radicalisation comme certains éléments fâcheux lui ont rappelés au cours des dernières années.

Bref, le présent travail démontre qu'au sein d'une démocratie, les élites ne peuvent se permettre de prendre pour acquis que leurs actions et leurs décisions ne sont pas imputables aux peuples qu'ils servent. Faute de quoi, des voix dissidentes finiront par convaincre ces derniers que le statut quo ne sert plus leurs intérêts et qu'un repli sur soi et les intérêts nationaux doivent primer. À cet effet, il convient de se demander si, une fois complété, le Brexit n'ira pas nourrir ces partis nationalistes ou convaincre la majorité que finalement, il y a plus d'avantages à demeurer unis.

BIBLIOGRAPHIE

- « Zemmour : l'Islam est incompatible avec la France », vidéo sur YouTube, 2:03, publié par Christian Scherer, 2 novembre 2016, https://www.youtube.com/watch?v=MHiW_9PjS_g.
- Banantar, Abdennour. Implications du printemps arabe sur la sécurité en Méditerranée, Cahiers de la Méditerranée, 89, 2015.
- Baudassé, Thierry, Rémi Bazillier et Isabelle Rabaud, Introduction : Quels liens entre migrations et institutions?, Mondes en développement, 2018/4, no 184.
- Bernard, Mathias. "L'Antiparlementarisme De Droite Dans La France Des Années 1930." *Parlement[s], Revue d'Histoire Politique* n° HS 9, no. 3 (2013).
- Brady, David et Ryan Finnigan, "Does Immigration Undermine Public Support for Social Policy?" *American Sociological Review* 79, no. 1 (2014).
- Brady, Hugo. EU migration policy: An A-Z, Center for European reform, 2008.
- Brahim, Rachida. Nous exécrons le racisme: contrôle migratoire et approche culturaliste des crimes racistes dans la France des années 1970, Culture et conflits 107, automne 2017.
- Carvaalho, Joao. "The Impact of Extreme-Right Parties on Immigration Policy in Italy and France in the Early 2000s." *Comparative European Politics* 14, no. 5 (2016).
- Cohen, Muriel. Les circulations entre France et Algérie : un nouveau regard sur les migrants (post)coloniaux (1945-1985), *French Politics, Culture & Society* 34, no. 2 (2016).
- Davis, Lewis and Sumit S. Deole. "Immigration and the Rise of Far-Right Parties in Europe." *DICE Report* 15, no. 4 (2017).
- Dierden, Lizzie. *Le Pen Vows to Suspend Immigration to 'Protect France' as Election Looms*. London (UK): Independent Digital News & Media, 2017.
- Domard, Eric. Ce que veulent imposer aux peuples européens l'ONU et l'UE, Rassemblement National, modifié le 22 juin 2018, <https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/migrations-ce-que-veulent-imposer-aux-peuples-europeens-lonu-et-lue/>.
- Dulong, Delphine. Les institutions politiques, Politika, Consulté le 25 avril 2018, <https://www.politika.io/fr/notice/institutions-politiques>.
- Dulong, Delphine. *Sociologie Des Institutions Politiques*, La Découverte, 2012.
- Edo, A., Y. Giesing, J. Oztunc et P. Poutvaara. *Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right*: CESifo Group Munich, 2018.

Faisceau, Florian. Un mal français : sa pseudo élite, Militant No 713, Modifié le 28 mars 2019, <http://www.revue-militant.fr/revue/militant-n-713-un-mal-francais-sa-pseudo-elite.html>.

France Diplomatie, Droits de l'homme, Consulté le 29 avril 2019, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/>.

Frigoli, Gilles et Gilles Ivaldi, L'extrême droite et l'islam: fractures idéologiques et stratégies électorales, Hommes et migration 1316, 2017.

Gubert, Flore. "(in)Cohérence Des Politiques Migratoires Et De Codéveloppement Françaises: Illustrations Maliennes." *Politique Africaine* 109, no. 1 (2008).

Halikiopoulou, Daphne et Tim Vlandas, What is new and what is nationalist about Europe's new nationalism? Explaining the rise of the far right in Europe, *Nations and Nationalism* 25, 2019.

Halla, Martin, Alexander F. Wagner et Josef Zweimüller. "Immigration and Voting for the Far Right." *Journal of the European Economic Association* 15, no. 6 (2017).

Hamidi, Camille et Nicolas Fischer, "Les Politiques Migratoires En Europe." *Idées Économiques Et Sociales* 189, no. 3 (2017).

Kepel Gilles et Antoine Jardin. *Terreur Dans l'Hexagone: Genèse Du Djihad Français*. Paris: Gallimard, 2015.

Kepel, Gilles. *Terreur Et Martyre: Relever Le Défi De Civilisation*. Paris: Flammarion, 2008.

Le Courant, Stefan. Expulser et menacer d'expulsion, les deux facettes d'un même gouvernement? Les politiques de gestion de la migration irrégulière en France, *L'Année sociologique*, 2018, 68, no 1.

Lellouche, Pierre. *Une Guerre Sans Fin*, Paris : Les Éditions du Cerf, 2017.

Lem, Winnie. "Citizenship, Migration and Formations of Class in Urban France." *Dialectical Anthropology* 37, no. 3/4 (2013).

Le Pen, Marine. 144 engagements présidentiels, Consulté le 2 mai 2019, <https://rassemblementnational.fr/pdf/144-engagements.pdf>.

Lillo, Nathasha. "L'Immigration Européenne En France, Angle Mort De La Recherche." In , 85: La Découverte, 2014.

Lochak, Danièle. Les politiques de l'immigration au prisme de la légalisation sur les étrangers, La Découverte, 1997.

Mathieu, Sophie. L'immigration en France : variations politiques et invariants représentationnels, *Pensée plurielle* 2016/2.

Miquel, Pierre. *L'Affaire Dreyfus*. 11e éd. ed. Presses Universitaires de France, 2016.

Mouffe, Chantal. "La « Fin Du Politique » Et Le Défi Du Populisme De Droite." *Revue Du MAUSS* 20, no. 2 (2002)

Nicolescu, Andreea Florentina. "Current Challenges of the European Security Caused by the Refugee Crisis. the EU's Fight Against Terrorism." *CES Working Papers* 9, no. 3 (2017).

Pinto Arena, Maria do Céu. Islamic Terrorism in the West and International Migrations: The Far or Near Enemy Within? What is the evidence, EUI working papers, No 28, Robert Schuman Center for advanced studies publishing, Italy, 2017.

Podobnik, B., M. Jusup, D. Kovac et H.E. Stanley, Predicting the Rise of EU Right-Wing populism in response to unbalanced immigration, Complexity, 2017.

Postelnicescu, Claudia. "Europe's New Identity: The Refugee Crisis and the Rise of Nationalism." *Europe's Journal of Psychology* 12, no. 2 (2016).

Quiminal, Catherine. Chercheurs et mouvement social: une lecture des politiques migratoires des vingt dernières années en France, Cahiers de l'Urmis 5/1999.

Quiminal, Catherine. La lente élaboration des politiques publiques en France, des premières vagues migratoires jusqu'aux années soixante, Exils et migrations ibériques au XXe siècle, no 7, 1999.

Robine, Jérémy. "La Polémique Sur Le Voile Intégral Et Le Débat Sur l'Identité Nationale : Une Question Géopolitique." *Hérodote* 136, no. 1 (2010).

Roe, Paul. Societal Security, Contemporary security studies Fourth edition, Oxford University Press, 2016.

Rydgren, Jens. Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries, European Journal of Political Research 47, 2008.

Souiah, Farida. "Les Politiques Migratoires Restrictives : Une Fabrique De Harraga." *Hommes & Migrations* no. 1304 (2013).

Tcholakova, Albena et Serge Weber. "Migrants Et Réfugiés : Éléments De Discussion Pour Une Typologie." In , 29: La Découverte, 2014.

United Nations, International migration, Consulté le 15 avril 2019, <https://www.un.org/en/development/desa/population/theme/international-migration/index.asp>.

Wieviorka, Michel. Racisme, racialisation et ethnicisation en France, Hommes et migrations, 1195, février 1996.

Wihtol de Wenden, Catherine. "Une Nouvelle Donne Migratoire." *Politique Étrangère Aune*, no. 3 (2015).